



Faire 2030
ensemble

Mettre les citoyen.ne.s au cœur de la transition énergétique

Carnet d'exploration



Novembre 2019



Mettre les citoyen.ne.s au cœur de la transition énergétique

Carnet d'exploration

Ce carnet thématique retrace le processus de travail effectué dans le cadre des ateliers du Faire ensemble consacrés à la **thématique de la transition énergétique**, et déployés entre septembre 2018 et juin 2019 par la Fonda.

Portés par un collectif d'acteurs, les ateliers du Faire ensemble sont des espaces de partage de connaissances et d'impulsion de stratégies d'impact collectif.

Ils ont contribué à l'organisation de séminaires permettant d'identifier des problématiques partagées, puis **de marathons du Faire ensemble**, dont l'objectif était de faire émerger des communautés d'action proposant une réponse collective à ces problématiques.

Sommaire

I. Remettre les citoyens au cœur de la transition énergétique	p. 4
A. Tour d'horizon des problématiques	p. 5
B. Ce qui nous interpelle	p. 10
II. Les tendances et données clés	p. 11
III. Faire Ensemble	p. 14
A. Les questions essentielles	p. 14
B. Vers une stratégie d'impact collectif	p. 15
IV. Recueil d'initiatives	p. 16
<i>Le programme Faire ensemble 2030</i>	<i>p. 21</i>

I. METTRE LES CITOYEN.NE.S AU CŒUR DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Ce chapitre propose une synthèse des échanges **du séminaire « Mettre les citoyen.ne.s au cœur de la transition énergétique »**, qui s'est tenu le 12 mars 2019 aux Canaux, à Paris, et a réuni cinquante participants.

Lors de ce séminaire, une approche problématique du sujet a été proposée dans le cadre d'une table ronde et d'une conférence en plénière, puis a fait émerger, lors d'une séquence en ateliers, une série de questions à prendre en considération.

Les interventions de **Michèle Champagne**, membre bénévole de la Fonda, **Hélène Sanchez**, cheffe de projet éco-citoyenneté au sein du département Énergie et climat de l'IAU (Institut d'aménagement et d'urbanisme) d'Île-de-France et de **Jean-Maurice Lemaître**, responsable du service Énergies, mobilités et cadre de vie (SEMCV), de la Direction départementale des territoires (DDT) de Seine-et-Marne, ont permis de dresser **un tour d'horizon des problématiques** (sous-partie A).

Les participants du séminaire ont ensuite été amenés à travailler en groupe autour d'enjeux thématiques. Le fruit de leurs échanges est retracé dans la sous-partie B **« Ce qui nous interpelle »**.

Intervention de Michèle Champagne.



A. Tour d'horizon des problématiques

Les dimensions de la transition énergétique

L'énergie est **technique** par ses technologies, ses modes de production, l'expertise qu'elle requiert.

L'énergie est **sociale**, elle est consommée par tous, elle est aussi une source de précarité pour les ménages qui ont de la difficulté à se chauffer, à payer leurs factures.

L'énergie est **durable** lorsqu'elle mobilise des énergies, moins émettrices de gaz à effet de serre, facteur majeur du dérèglement climatique.

L'énergie est **un élément essentiel à la vie de chacun** pour se nourrir, se déplacer, se chauffer, travailler. On pourrait alors considérer l'énergie comme un bien commun d'intérêt général. Cela nécessite donc une transformation de son modèle de développement, motivée aujourd'hui par une vision de marché, vers un « modèle de la gestion du bien commun » qui comporte deux volets liés :

- une société plus inclusive par l'accès à l'énergie, pour tous, à un coût abordable ;
- une société plus vertueuse pour l'environnement, ici en France et là-bas, dans les pays voisins et lointains.

Une approche territoriale de la transition énergétique avec l'exemple de la CDTE de Seine-et-Marne (77)

La transition énergétique fait partie des politiques publiques depuis longtemps étant donné que la plupart des politiques publiques, telles que la mobilité et l'urbanisme, sont liées à l'énergie. La création des **communautés départementales pour la transition énergétique (CDTE)** est un bon exemple d'application de mesures de politiques publiques à l'échelle du territoire.

Ces communautés ont pour objectif **de développer une stratégie énergétique** à l'échelle d'un département et d'accompagner les élus et les techniciens au niveau de leur plan climat territorial. Il s'agit de la déclinaison de la COP21 au niveau d'un territoire.

Les CDTE se réunissent régulièrement. Elles visent à créer **un dispositif transparent, intégré à l'ensemble des partenaires du territoire qui place l'énergie au cœur du futur** (Office national des forêts, agence de l'eau, aménageurs, groupe La Poste, préfet, chambres consulaires, etc.).

Sur le terrain, la CDTE de Seine et Marne a choisi de s'adresser aux acteurs sous l'angle économique pour que la démarche les touche directement, le rappel de la réglementation n'étant pas suffisant pour impliquer les acteurs.

Une fois une CDTE lancée, il faut **veiller au suivi du dispositif et animer la communauté**. L'objectif est alors de décloisonner les problématiques entre chaque acteur.

Il y a aussi un véritable enjeu de mobilisation des acteurs associatifs et des entreprises. La CDTE peut également organiser des événements pour animer la communauté et le territoire, comme par exemple les « Utopiades seine-et-marennaises pour l'écologie » lancées en 2019.

En amont, pour la création de ces CDTE, des séminaires sont organisés par la Direction départementale des territoires (DDT) afin de sensibiliser élus et techniciens d'un territoire. Le but de ces séminaires est de donner à ces acteurs une vision plus globale et qu'ils identifient les acteurs locaux et les actions de leur territoire. Plusieurs outils peuvent être mobilisés, tel qu'un jeu de cartes afin d'identifier collectivement les leviers prioritaires sur lesquels ils agissent et veulent agir pour le futur. Les collectivités sont donc le cœur de cible, mais l'ensemble des acteurs sont mobilisés sur deux volets importants : **la citoyenneté et la sobriété énergétique**.

La CDTE de Seine et Marne est précurseur, cependant il existe d'autres CDTE dans d'autres territoires en France. L'acculturation des élus est essentielle car les collectivités sensibilisent leur population. Il s'agit d'un travail sur le long terme, qui prend du temps.

B. Ce qui nous interpelle

Comment développer le pouvoir d'agir de tous les acteurs d'un territoire pour mettre en place une politique partagée de l'énergie ?

Le pouvoir d'agir est souvent au cœur des préoccupations liées aux problématiques de transition. À chaque échelle, des solutions existent mais supposent des investissements matériels, humains, organisationnels et structurels. Réussir à faire le lien entre les différentes échelles et acteurs d'un territoire suppose d'inventer une nouvelle façon de gérer l'énergie de sa production à sa consommation.

Enjeux et problématiques

— **Les comportements**, des individus et des entreprises, ne sont pas adaptés aux enjeux de la transition énergétique : nous adoptons des mauvaises habitudes par méconnaissance de l'impact énergétique. Il est difficile de disposer de toutes les informations nécessaires pour faire les bons choix, voire nous sommes parfois incités à aller vers les mauvaises pratiques (coût moindre).

— La prépondérance de l'approche experte des questions énergétiques conduit à **une fracture entre les sachants, les engagés dans la transition énergétique, et les autres**. Cette fracture pourrait être comblée par **des outils aidant à se proje-**

ter et à prendre conscience des impacts

de ses actions au long cours, à l'horizon 2050, par exemple en travaillant sur des scénarios multicritères pour avoir une approche globale, élaborés avec des experts.

— **Le développement des connaissances et outils**, pour faire adopter les bons comportements (par exemple, choisir un fournisseur d'énergie propre), en ayant le souci de s'adresser à tout le monde, et pas exclusivement aux personnes déjà convaincues.

— **Redonner un sens social à l'énergie.**

Porter une vigilance accrue à la qualité de l'environnement de chacun, pour que chacun se sente acteur de son bien-être et de la planète. Cela suppose de favoriser l'initiative des citoyens et les engagements personnels pour diminuer les émissions de GES, en étant conscient de la pression sur les ressources et les impacts du changement climatique.

— **Développer les espaces et les structures où il est possible d'«avoir la main» sur les questions énergétiques** : identifier ce qu'on peut mettre en commun dans les fonctions liées à l'énergie ; développer une gestion commune de l'énergie ; développer des habitats collectifs, autonomes et intergénérationnels...

— **Penser l'innovation sociale en amont de l'innovation technologique.** Par exemple, dans le domaine de la construction, des campagnes de sensibilisation et d'accompagnement des usagers sont lancées sur l'utilisation des technologies mises en œuvre en matière d'efficacité énergétique. L'enjeu consiste à développer une capacité à penser l'innovation sociale autant que l'innovation technologique et à replacer l'innovation technologique au service de l'innovation sociale.

Quels récits, quels outils, quelles méthodes, quelles formations pour faire prendre conscience des enjeux liés à l'énergie ?

La bataille des récits

Les enjeux liés à l'énergie font l'objet **de récits contradictoires**.

En fonction de l'émetteur du message, l'énergie sera associée au PIB, à l'emploi, à la croissance et au progrès ; et sinon, à des problématiques environnementales, posées sous l'angle de l'épuisement des matières premières ou des impacts écologiques (pollution, gestion des déchets...), amenant à valoriser et mettre en marche la transition énergétique. Les récits sont ainsi fondés sur un rapport de force, entre développement économique et préservation de l'environnement.

La multiplicité des enjeux liés à l'énergie conduit à une grande divergence d'intérêts, qu'on soit un industriel, l'État, une collectivité territoriale, un individu... Pour mobiliser le citoyen, la dimension sociale sert les différents discours (par exemple : énergie source de nouveaux usages pour l'individu et la collectivité / énergie trop coûteuse et non accessible à tous).

Enfin, au sein-même des discours « environnementalistes », divers courants s'expriment - consensuels, alarmistes, catas-

trophistes - et renvoient à des scénarios et actions plus ou moins radicaux.

Dans ce cadre, les **Objectifs de développement durable** sont une piste pour faire converger les acteurs **en inscrivant l'action de chacun dans un récit collectif, autour de l'idée d'une énergie « bien commun »** et avec pour ambition collective l'atteinte de l'ODD 7 « Une énergie propre et d'un coût abordable ». Ce récit doit permettre de faire comprendre à chaque partie le rôle qu'elle a à jouer dans la transition énergétique, à la hauteur de sa position et de ses moyens, et dans une dynamique de coopération avec les autres acteurs.

Cette vision commune de l'énergie ne pourra être possible que si un véritable dialogue émerge entre les parties prenantes, permettant de décloisonner les questions techniques, économiques, sociales et environnementales pour faire converger les intérêts de chacun.

Une méconnaissance des enjeux et un sentiment d'impuissance

L'éducation aux problématiques de développement durable, et notamment aux enjeux liés à l'énergie, est encore insuffisante. L'énergie est aujourd'hui **trop « technique »**, il s'agirait de la vulgariser : expliquer sa production, en faire comprendre les usages, les coûts et les différents impacts.

Les crises climatiques actuelles semblent néanmoins résonner dans l'esprit citoyen, comme en témoignent l'accroissement des marches pour le climat, le développement des éco-gestes, le développement d'initiatives territoriales... Ces sujets sont davantage traités dans les médias.

Mais malgré l'émergence de formes de contre-pouvoirs et contre-modèles portés par les citoyens, **un sentiment d'impuissance** prédomine : pour activer le changement à grande échelle, les efforts doivent être consentis par tous les acteurs en présence.

Une approche **pédagogique** constitue un levier pour une prise de conscience, en expliquant comment l'énergie est produite et utilisée, quels en sont les acteurs, le poids économique et les impacts sur les individus, la société et l'environnement.

En complément, valoriser les bonnes initiatives et donner la parole aux organisations, aux collectifs et aux citoyens qui agissent en faveur du développement durable permet de contrer le sentiment d'impuissance, de même que des dispositifs, à imaginer, d'échange et de formation par les pairs.

Comment la transition énergétique peut-elle être un levier de lutte contre les inégalités sociales ?

La transition énergétique est un enjeu majeur actuel qui touche tous les domaines et tous les milieux. Comme le décrit l'ODD n°7 « Une énergie propre et d'un coût abordable », la question de l'énergie ne concerne pas seulement l'aspect environnemental mais soulève des questions sociétales, sociales et économiques. En étudiant la transition énergétique et ses liens avec les différents défis actuels, il est essentiel de veiller à ne pas créer de nouvelles inégalités mais surtout de transformer cette transition en une opportunité pour diminuer les inégalités existantes.

Enjeux, problématiques et objectifs

— L'énergie étant un besoin de base, il existe un lien fort **entre les inégalités sociales et l'énergie**. Plus les inégalités augmentent, plus l'accès aux nouvelles propositions inscrites dans une démarche de transition énergétique devient difficile. De même, si la transition énergétique ne prend pas en compte les inégalités sociales déjà présentes, elle risque de les creuser, en ne profitant ou en n'étant accessible qu'à une seule partie de la population. Des thématiques clés illustrent ce lien, telles que la mobilité, la précarité énergétique, l'accès aux aides.

— La sensibilisation au développement durable est observée de façon aléatoire dans l'éducation ainsi que dans le monde professionnel. Dans les entreprises, les associations et les pouvoirs publics, on observe des progrès face à cette question de transition mais leur engagement et leur crédibilité sont souvent remis en question. Des progrès sont encore à faire **pour une prise de conscience globale des liens entre les enjeux actuels**.

— Aujourd'hui, on observe de plus en plus de mouvements citoyens qui lient les inégalités et la transition énergétique, à l'instar de celui des Gilets jaunes, dont la première revendication concernait la taxe carbone. Ces mouvements démontrent chez les citoyens une volonté forte de **faire ensemble et de mutualiser les leviers d'action**.

— On constate également un important **besoin d'information**, de confiance, de transparence et d'exemplarité de la part des citoyens envers les institutions publiques et privées.

— De même, il y a un fort **enjeu d'articulation de tous les acteurs d'un territoire** pour construire ensemble des stratégies d'impact collectif. Certains acteurs ont des ressources et des moyens importants et une mobilisation générale pourrait permettre une transition énergétique efficace. On observe un besoin **de créer une dynamique systémique et globale** en décloisonnant les secteurs et les thématiques. Par exemple, la question de l'accès à l'énergie et de la réduction de nos consommations est à relier à la prise en compte de nos modes de vie, d'accès à l'information, de production, de consommation et à leurs conséquences sur la santé ou la mobilité.

— **Savoir impulser l'action** et le changement est souvent au cœur des préoccupations liées aux problématiques de transition. À chaque échelle, des solutions existent mais supposent **des investissements** matériels, humains, organisationnels et structurels. Pour faire ces investissements, il faut définir et cibler précisément les alternatives possibles et faciliter leur recours.

Conclusion des ateliers

D'un atelier à l'autre, les enjeux principaux concernent **les nouvelles formes de gestion de l'énergie ainsi que de nouvelles façons de produire et de consommer.**

L'énergie doit pour cela devenir un véritable sujet d'intérêt général, et ne pas être réduite à une approche technique, technologique et de marché, mais être prise en compte dans ses dimensions sociales et environnementales.

Les principaux leviers sont :

- **des énergies renouvelables** au service de l'évolution des usages (consommation responsable, production durable),
- une volonté des collectivités, associations et entreprises **à coopérer dans un modèle de gestion des biens communs,**
- **de nouveaux modèles de production d'énergie décentralisés** dans les territoires et **des coûts réduits** (production/consommation) – conjugués aux leviers de l'économie circulaire et des circuits courts,
- un niveau de maturité des politiques RSE des entreprises avec impact social,
- une démarche **d'évaluation de l'efficacité des projets** et des actions des associations,
- **un financement participatif** marqué par des engagements de coopération,
- **des démonstrateurs** pour explorer et innover.

II. TENDANCES ET DONNÉES CLÉS

Développement des éco-quartiers

Initié en 2008 et faisant l'objet d'un label depuis 2012, les éco-quartiers rompent avec les modèles de développement urbain qui ont conduit à la périurbanisation. Ils combinent des objectifs environnementaux (place de la nature en ville, choix des matériaux..) et préoccupations sociales (mixité, développement de la participation...)



Essor de la philanthropie et de la RSE

Prise en compte par les entreprises des problématiques d'intérêt général. Volonté de leur part de jouer un rôle actif sur ces sujets. Introduction d'un objet social dans l'entreprise.



Instauration de normes et d'objectifs environnementaux

Introduction d'objectifs de réduction par les COP.
Dispositifs type taxe carbone.



Décentralisation des moyens de production de l'électricité, notamment avec le développement des énergies renouvelables

Développement d'éoliennes et de centrales photovoltaïques ; développement par les résidents de panneaux solaires ; coopératives citoyennes d'énergie...



Développement de visions alternatives à la croissance

Remise en cause de la croissance et critique de ses effets délétères sur les inégalités et l'environnement.
Promotion de modèles de développement alternatifs.



Une pauvreté en recul depuis 1970 et en hausse depuis 2008

De 1970 à 1990, avec un seuil de pauvreté défini à 60 % du revenu médian, le taux de pauvreté est descendu de 18 % à 13,8 %.

Entre 2008 et 2012, passage de 13,2 % à 14,2 %
Depuis 2008, augmentation du nombre de personnes pauvres de 600 000.



Apparition de fournisseurs d'énergie 100% verte

Par exemple, Enercoop. Ces fournisseurs trouvent un nombre croissant de clients particuliers.



Développement de l'ESS

Modèle pour entreprendre autrement, l'ESS associe gestion démocratique et participative, lucrativité limitée et utilité sociale.

Elle permet la prise en compte des enjeux sociaux et environnementaux et l'apport de solutions adaptées, responsables et durables.



Prise de conscience de la société civile des enjeux environnementaux

Multiplication des mouvements de la société civile pour alerter sur les risques liés au climat : marches pour le climat, grève des jeunes...



Rôle croissant des villes et territoires dans la transition énergétique

Rôle croissant des villes et territoires dans la transition énergétique : transition énergétique orchestrée au niveau national mais les régions occupent un rôle essentiel dans la mise en place de cette transition.



Augmentation du nombre de ménages ne pouvant faire face à leurs dépenses en énergie pour le logement

Augmentation du nombre de ménages ne pouvant faire face à leur dépenses en énergie pour le logement : 3,2 millions de ménages en 2006, 3,8 millions en 2013 selon l'ONPE (Observatoire national de la précarité énergétique).



Modes de production et de consommation alternatifs et initiatives citoyennes pour la production énergétique

Portés par les citoyens, de nouveaux modes de production et de consommation émergent, marqués par une volonté d'adopter des comportements plus responsables, soucieux de leur impact : économie du partage, économie circulaire... Pour l'énergie, cela se manifeste avec les coopératives d'énergie citoyenne, le développement des éco-gestes.



Nouvelles technologies dans le secteur de l'énergie, au potentiel incertain (blockchain...)

Développement des *smart grids*, réseaux intelligents qui permettent le partage de l'énergie.



Vulnérabilité énergétique

100% des ménages ont accès à l'électricité en France, mais la vulnérabilité énergétique* touche plus d'un ménage sur sept.

* Selon la loi du 12 juillet 2010, est dite dans une telle situation « une personne qui éprouve dans son logement des difficultés particulières à disposer de la fourniture d'énergie nécessaire à la satisfaction de ses besoins élémentaires en raison de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'habitat ».



Part dominante du nucléaire dans la production d'électricité en France

En France, la production électrique a atteint 531,3 TWh (térawatt-heure) en 2016, près des trois quarts de cette production étant générés par le parc nucléaire. La loi de transition énergétique pour la croissance verte prévoit de réduire cette proportion à 50% d'ici à 2025.



Émergence de « territoires à énergie positive »

Les TEPOS (territoires à énergie positive), REPOS (régions à énergie positive) ou encore les « villes en transition » sont soutenus par des dispositifs nationaux tels que les TEP-CV (Territoire à énergie positive pour la croissance verte).



Prise de conscience du monde de l'entreprise

Tendance des entreprises à diminuer leur consommation en énergie ou à modifier leur source de production afin de s'inscrire dans la dynamique de développement durable.



Développement de l'efficacité énergétique en particulier dans les logements

Élimination des passoires thermiques et mise en place de réglementations thermiques.



III. FAIRE ENSEMBLE

Cette partie présente une synthèse des travaux menés lors **des marathons du Faire ensemble**, organisés les 18 et 19 juin 2019 à l'hôpital Cognacq-Jay.

Réunissant une quarantaine de participants, les marathons du Faire ensemble ont permis de désigner les questions essentielles pour demain auxquelles les acteurs souhaitent apporter des réponses en initiant **des stratégies d'impact collectif**, portées par **des communautés d'action**, rassemblant une pluralité d'acteurs mettant en commun leurs ressources et compétences autour d'un projet et d'indicateurs de progrès partagés.

Au cours des marathons du Faire ensemble, les fondations de ces communautés d'action ont été posées, lesquelles ont vocation à s'élargir et à s'ancrer dans des territoires d'expérimentation dans les prochains mois.

>>> *Un compte-rendu exhaustif des marathons du Faire ensemble est disponible sur le site de la Fonda www.fonda.asso.fr*

A. Les questions essentielles

Comment allons-nous, ensemble, inciter les pouvoirs publics à mettre en œuvre les objectifs qu'ils se sont fixés, en matière de croissance verte et d'accès à l'énergie ?

Comment allons-nous, ensemble, garantir une sécurité énergétique à tous les citoyens ?

Comment allons-nous, ensemble, faire en sorte que les alternatives de production et de consommation durables deviennent la référence et fassent système ?

Participants au marathon du Faire ensemble consacré à la thématique « énergie et habitat ».

B. Vers une stratégie d'impact collectif

Énergie et habitat	
<i>Ce que nous sommes...</i>	
<p>Pourquoi? Qu'est-ce qui fait que nous sommes là? Notre question essentielle</p>	<p>Nous nous sommes réunis pour pousser les pouvoirs publics à mettre en œuvre les objectifs pour la transition énergétique ; agir pour assurer une sécurité énergétique à tous les citoyens ; faire en sorte que les alternatives de production et de consommation durables (énergies renouvelables, coopératives, production locale, énergie partagée, autonomie) deviennent la référence et fassent système.</p>
<p>Pourquoi cette question est-elle importante pour nous? Quelle est notre intention ?</p>	<p>Il est important pour nous de progresser en matière de justice sociale et environnementale et d'inclusion. Il n'est pas normal qu'autant de personnes aient des difficultés à disposer de l'énergie nécessaire à la satisfaction de leurs besoins élémentaires en raison de l'inadaptation de leurs ressources ou de leurs conditions d'habitat.</p> <p>Il est important pour nous de faire avancer des solutions énergétiques durables. Il est important que les entreprises aient des pratiques responsables en matière d'énergie et d'habitat.</p>
<p>Quels sont les effets recherchés pour soi et pour la société? Ce que cela va apporter</p>	<p>En 2030, nous</p> <ul style="list-style-type: none"> — aurons renforcé et outillé notre démocratie pour répondre à l'urgence énergétique dans l'habitat. — aurons développé de nouvelles formes de solidarités pour répondre à la précarité énergétique.
<i>... au service de ce que nous faisons</i>	
<p>Les quatre actions clés de la communauté d'action</p>	<p>Encapaciter les citoyens sur les sujets habitat et énergie :</p> <ul style="list-style-type: none"> — Partage d'informations et de savoirs autour de questions techniques, juridiques, économiques... (accès aux droits, bonnes pratiques, compréhension de questions techniques, production autonome...) — Développement des regroupements de citoyens (coopératives de production, achats groupés...)
	<p>Déployer les solutions durables et inclusives existantes par un accompagnement local à l'échelle d'un territoire et une mise en coopération des acteurs.</p>
	<p>Renforcer le plaidoyer de la société civile en matière de politique énergie et habitat :</p> <ul style="list-style-type: none"> — Accompagnement des structures porteuses de plaidoyer. — Développement de partenariats en favorisant une coopération décloisonnée entre acteurs de tout type (associations, entreprises, pouvoirs publics,...) et de tout secteur (énergie, social, éducation...)

IV. RECUEIL D'INITIATIVES



Créé en 1976, **le Geres** est une ONG de développement international qui œuvre à l'amélioration des conditions de vie et lutte contre le changement climatique et ses impacts. En tant qu'acteurs de terrain, la transition énergétique est un levier majeur de son action. Pour un changement sociétal ambitieux, le Geres encourage le développement et la diffusion de solutions innovantes et de proximité, il accompagne les politiques territoriales climat-énergie et il mobilise tous les acteurs autour de la solidarité climatique en les incitant à agir et à soutenir les plus vulnérables.

geres.eu/fr/



«**Agir contre la précarité énergétique à Roubaix**» est un projet porté par **la Fondation Rexel**, en lien avec **OuiShare**.

La Fondation Rexel pour le progrès énergétique s'est engagée à lancer une expérimentation sur le territoire roubaisien. Soucieuse d'intégrer les habitants dans la démarche, la fondation avait pour but de comprendre la réalité de la précarité énergétique, vue par les personnes en situation de précarité tout autant que par les organisations chargées de la combattre. La fondation a ainsi rassemblé toutes les parties prenantes du problème, depuis les collectivités locales jusqu'aux personnes en situation de précarité énergétique, afin d'inventer avec méthode des solutions efficaces et performantes pour le résoudre. Une série de quatre ateliers d'intelligence collective a vu le jour à partir du mois de septembre 2018 jusqu'à décembre 2018. Ces ateliers ont permis d'identifier des pistes pour sortir de la précarité énergétique à Roubaix et d'activer un réseau d'acteurs. Ces solutions sont actuellement déployées sur le terrain sous la forme d'une expérimentation agile impliquant l'ensemble des acteurs.

rexelfoundation.com

ouishare.net



CoopaWatt est une association spécialisée dans la mobilisation des territoires et l'accompagnement de projets participatifs et citoyens d'énergie renouvelable. Depuis l'émergence des projets jusqu'à leur exploitation, nous accompagnons les initiatives participatives et citoyennes. À travers son action, CoopaWatt vise à autonomiser les territoires dans le développement et l'exploitation de leurs ressources énergétiques renouvelables, avec trois objectifs :

- dynamiser les économies locales,
- renforcer les liens sociaux,
- accélérer la transition énergétique.

coopawatt.fr



L'association **EnerCit'IF** propose, principalement aux Parisiens mais pas que, de s'associer pour produire de l'électricité renouvelable en devenant membre d'une structure qui installe, finance et exploite de petites et moyennes centrales photovoltaïques. Parce que la transition énergétique nous concerne tous, à nous de choisir si on veut en devenir acteur ou la subir. Parce que l'énergie est centrale dans notre société, les citoyens peuvent et doivent s'en saisir et donner corps à l'idée de démocratie économique. Parce que si les projets citoyens d'énergie renouvelable se développent souvent en milieu rural, ils sont encore assez exceptionnels en ville. Parce qu'à Paris, il n'en existe pas. EnerCit'IF est la structure de pré-figuration d'une société de projets. Cette société de projets aura une forte dimension coopérative (1 part=1 voix) pour privilégier l'intérêt commun des citoyens et du territoire et non le profit en lui-même. Tant l'association actuelle que la future société de projet font et continueront à faire appel aux expertises locales et citoyennes dans une démarche progressive pour faciliter les prises de conscience et l'engagement de tous pour créer un lien fort au territoire.

enercitif.org



Unis Cité

ENEDIS
L'ÉLECTRICITÉ EN RESEAU

Le réseau Relier est un espace de convergence d'individus et de collectifs partageant des valeurs communes. Mouvant et renouvelé au gré des chantiers, le réseau se caractérise par la souplesse de son organisation. Sur des thématiques qui les concernent dans leur quotidien, agriculteurs, artistes, artisans, chercheurs, architectes, animateurs, techniciens, élus, fonctionnaires, etc., se réunissent pour confronter leurs points de vue, croiser leurs analyses et transformer la réflexion en actions. Les rencontres Relier, moments de réunion de ces acteurs au niveau national, sont l'occasion de sortir de l'isolement et d'avancer vers des solutions collectives. Depuis 2006, Relier organise des rencontres nationales thématiques et anime des groupes de travail qui réfléchissent à :

- La création d'outils juridiques et financiers pour l'accès collectif et solidaire à l'habitat
- L'accompagnement et la formation à l'éco-construction et l'habitat collectif,
- L'habitat choisi/subi, habitat hors-norme,
- L'urbanisme participatif.

reseau-relier.org

Les jeunes **volontaires de la transition énergétique** (projet porté par **Enedis** et **Uns-Cité**) organisent des animations pour sensibiliser les habitants (notamment les plus vulnérables) aux enjeux environnementaux et à la maîtrise de leur consommation d'énergie par l'aide à l'appropriation de nombreux éco-gestes et accompagnement de familles volontaires à domicile.

uniscite.fr
enedis.fr



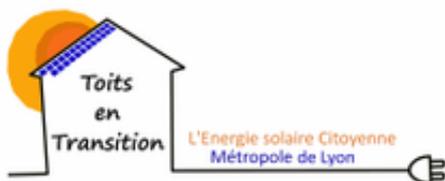
PikPik Environnement est une association loi 1901, d'intérêt général, qui a pour but l'éducation à l'éco-citoyenneté et à l'environnement urbain. L'association s'adresse à tous les publics: collectivités, entreprises, associations, consommateurs, jeunes... Sa zone géographique prioritaire est le département des Hauts-de-Seine mais elle vise aussi toute l'Île-de-France. Son objectif est que le grand public comprenne les enjeux du développement durable, et puisse modifier son comportement, afin que chacun devienne un éco-citoyen responsable. Il ne s'agit pas de changer radicalement de vie, mais d'adopter des «trucs et astuces» permettant d'économiser les ressources, d'être en meilleure santé, le tout dans un esprit simple, pratique et ludique ! Bref, il s'agit de devenir un consomm'acteur au quotidien: à la maison, au travail, dans les transports, en vacances...

pikpik.org

SOLiHA
SOLIDAIRES POUR L'HABITAT

Mon logement et moi est un outil pédagogique polyvalent qui permet d'animer des ateliers collectifs sur l'appropriation du logement. Il permet de travailler sur cinq dimensions, parmi lesquelles les questions d'économie d'énergie et de bonnes pratiques écologiques.

soliha.fr



L'objectif de l'association **Toits en transition** est de permettre aux citoyens de la Métropole de Lyon de s'impliquer dans la transition énergétique en participant à la réalisation d'installations de production d'énergie solaire sur la Métropole de Lyon. L'association «Toits en Transition» souhaite également engager des actions de sensibilisation sur les questions énergétiques, notamment auprès des jeunes générations.

toitsentransition.weebly.com

La **SCIC Poitou Énergies citoyennes** a pour mission de construire et d'exploiter des centrales financées par l'épargne citoyenne, de produire et de vendre l'énergie renouvelable, et grâce à ces revenus, de développer de nouveaux projets sur le territoire. Elle s'entoure pour cela de partenaires, comme le PCER (Poitou-Charentes Énergies renouvelables) et la société Sergies, qui soutiennent ses projets.

poitou-energies-citoyennes.fr



FOCUS.

LE PROGRAMME FAIRE ENSEMBLE 2030

Coopérer entre acteurs de la société civile pour bâtir un monde solidaire, durable et juste.

En déployant le programme Faire ensemble 2030, la Fonda prend part au dispositif d'action internationale et transversale que constitue **l'Agenda 2030 et ses 17 Objectifs de développement durable (ODD)**, énoncés par l'ONU en 2015.

L'Agenda 2030 constitue un cadre de dialogue entre l'État et la société civile et fonde sa mise en œuvre sur des partenariats au service d'un monde solidaire, durable et juste. Aussi cet Agenda 2030 peut-il devenir, pour les acteurs du monde associatif et leurs parties prenantes, **un système de référence** permettant d'inscrire l'action de chacun dans une perspective plus large et coopérative, pour gagner en impact et changer d'échelle.

Faire ensemble 2030 s'adresse à l'ensemble **des acteurs de l'intérêt général** (associations, ESS, entreprises, syndicats, pouvoirs publics, monde de l'enseignement et de la recherche, collectifs informels...)

À ce jour, trois grandes thématiques sont investies : **les communautés de réussite éducative, l'habitat et énergie, la santé inclusive.**

Les objectifs du programme Faire ensemble 2030

- **Faciliter l'appropriation des ODD** par les acteurs de la société civile.
- **Valoriser la contribution massive des acteurs associatifs et de leurs partenaires** à l'Agenda 2030.
- **Accroître l'efficacité de l'action collective pour atteindre les ODD** en suscitant **des communautés d'action** entre les acteurs.

Pour ce faire, le dispositif mis en place s'articule en deux axes (*cf. schéma page suivante*) :

- **Un travail d'exploration des enjeux, de capitalisation et de diffusion de la connaissance.** Cela passe par la production et la diffusion de différents livrables, ainsi que par la création et l'animation du jeu coopératif « Faire ensemble 2030 ».
- **La construction et l'animation de communautés d'action**, rendues possibles grâce à un dispositif de travail collaboratif (ateliers, marathons et universités du Faire ensemble).

Pourquoi « Faire ensemble 2030 » ?

Nous n'atteindrons les ODD que si nous parvenons à nous organiser pour faire gagner en impact les solutions proposées.

Pour la Fonda, il est plus que jamais nécessaire, face à l'amplification des risques écologiques et à l'aggravation des inégalités, **d'inscrire les solutions déployées par le monde associatif et l'ESS dans le programme mondial de l'Agenda 2030.** D'une part pour rappeler l'apport considérable des associations à la société, et d'autre part pour que les initiatives associatives puissent, grâce à la mobilisation des autres acteurs, gagner en impact et devenir des réponses pérennes et essaimables à différentes échelles.

Avec Faire ensemble 2030, la Fonda offre un cadre pour se rencontrer et encourage l'adoption d'un langage, de règles et d'un référentiel communs, pour parvenir à se comprendre, s'écouter, se doter d'objectifs partagés et co-construire des solutions durables.

Les rendez-vous à venir

À ce jour, la démarche Faire ensemble 2030 a permis de préfigurer des communautés d'action autour des trois ODD « santé », « énergie » et « éducation », réunissant des acteurs indépendants ayant un plan d'action fondé sur une vision et des objectifs communs, dans une stratégie d'impact collectif. L'année 2019-2020 va être consacrée à **l'identification de territoires** d'ancrage pour ces communautés, puis à leur animation. **Les 18 et 19 juin 2020, l'université Faire ensemble 2030** permettra de faire le point sur les actions mises en œuvre par les communautés.

Comment la Fonda va-t-elle accompagner l'émergence des communautés d'action ?

L'animation des communautés d'action par la Fonda consiste **en un accompagnement méthodologique** sur plusieurs ateliers de travail. Les contenus de ces derniers visent à doter la communauté d'action :

- > d'un ou plusieurs terrains d'expérimentation,
- > d'un référentiel d'évaluation,
- > d'une charte partagée et d'un modèle de gouvernance,
- > d'un modèle socio-économique,
- > d'un schéma directeur de communication,
- > d'une feuille de route stratégique.

À terme, il s'agira de modéliser et de transférer cette méthode de travail.

De nombreux acteurs engagés dans la démarche

Le programme Faire ensemble 2030 de la Fonda est copiloté avec le Mouvement associatif, le Comité 21 et le Global Compact France. La Fonda s'appuie sur des personnes investies et désireuses d'avancer ensemble dans leurs domaines d'action (la santé, l'énergie ou l'éducation), ou souhaitant soutenir le programme *via* des apports généraux sur les Objectifs de développement durable ou un soutien financier. Tous ces acteurs sont cités en dernière page.

Légende du schéma page suivante :

 Ressource / Outil (livrables)

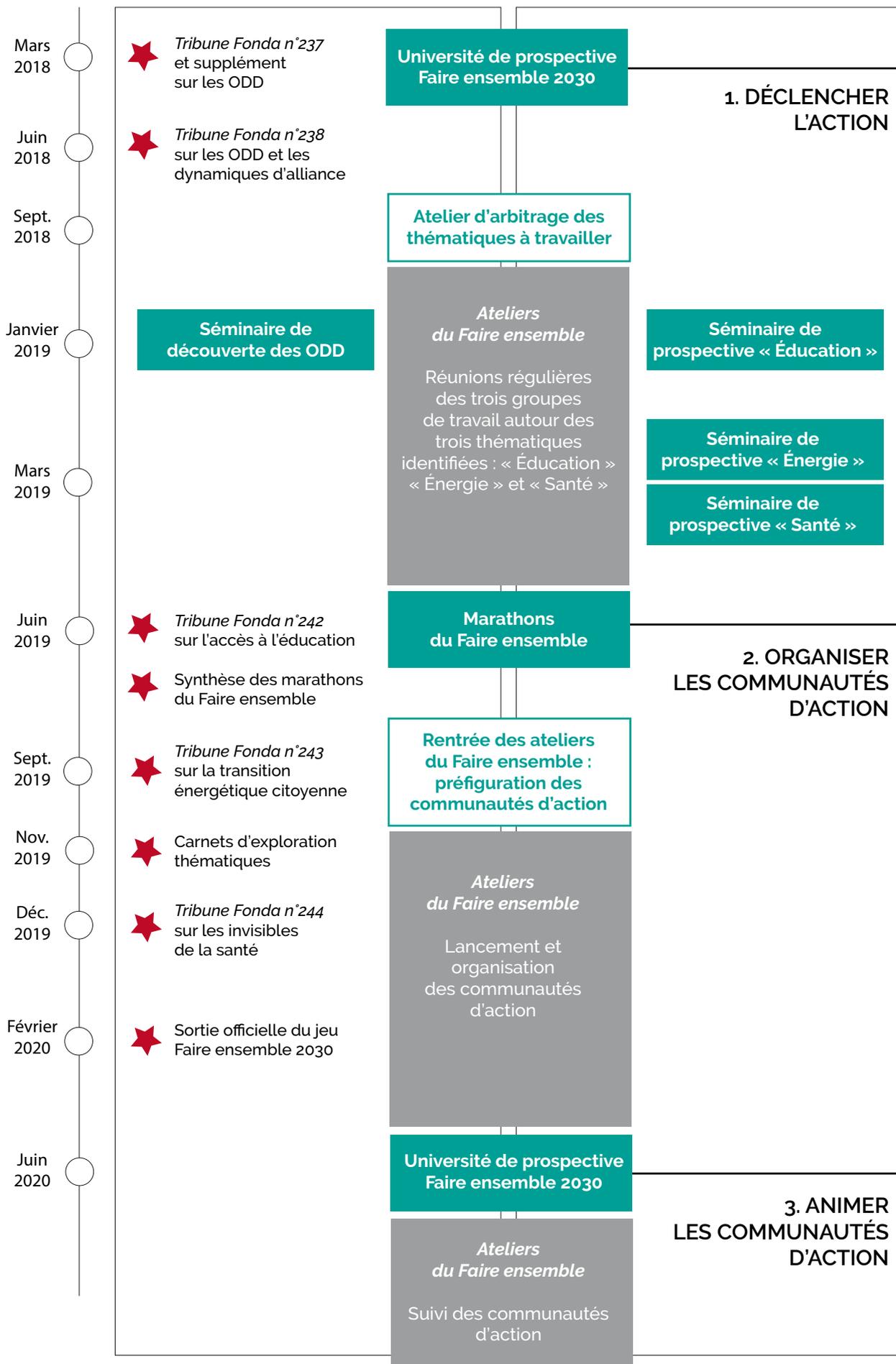
Séance de cadrage

Événement de travail prospectif ouvert.

Ateliers du Faire ensemble : réunions régulières en groupes pilotes.

**Exploration des enjeux,
capitalisation et diffusion
de la connaissance**

**Impulsion de stratégies d'impact
collectif et construction de
communautés d'action**



La Fonda remercie l'ensemble des parties prenantes de la démarche Faire ensemble 2030:

Les co-pilotes du projet



Les partenaires financiers du projet



Les organisations impliquées, à ce jour, dans la mise en oeuvre du projet

Futuribles International, l'IRD, le F3E, Étudiants et Développement, Coordination Sud, Sciences Po Paris, l'Institut des territoires coopératifs, la Fondation Cognacq-Jay, l'Université des patients, Nexem, l'UNA, l'Uniopss, APF France Handicap, Aides, le Geres, Enedis, l'AREC d'Ile-de-France, le Labo de l'ESS, Les Amis d'Enercoop, 4D, Unicef, le Choix de l'Ecole, Article 1, l'Institut Télémaque, l'AAEEH, Mamans sans frontières, les Canaux.

Nous remercions le Commissariat général au développement durable qui suit et relaie nos travaux et les bénévoles de la Fonda mobilisés pour faire vivre ce projet.